LE ROANNAIS,

JOURNAL DE L'ARRONDISSEMENT DE ROANNE.

BUREAU DU JOURNAL.

Les Abonnements et les Annonces sont reçus chez M. FARINE, imprimeur du Journal, rue Nationale, 70, (AFFRANCHIR).

Annonces, 25 c.; Réclames, 50 c. la ligne.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Roanne 1 an, 14 f. — 6 mois, 8 f.
Département 16 — 9
Hors le Département 18 — 9

L'Abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire.

ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS.

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE.

Par arrêté ministériel, en date du 27 juillet dernier, M. Souchet, percepteur à Perreux, a été nommé aux mêmes fonctions à Cognac (Charente).

— Jeudi 3 courant, un violent orage a éclaté sur Roanne et une partie de l'arrondissement. Une grêle énorme, moins abondante cependant que le 22 juillet, est tombée dans la soirée, et plusieurs communes ont encore été ravagées. Nous ignorons l'étendue de la perte, mais elle doit être importante.

— Des gens malveillants, dont nous ne pouvons comprendre le but, se plaisent à répandre des bruits odieux et de nature à alarmer les populations. Depuis jeudi, on a dit et répété partout qu'un étranger qui avait passé la nuit dans une maison près du Calvaire, route de Paris, avait, en partant, jeté une substance vénéneuse dans un puits et que des animaux auxquels on avait fait boire de cette eau, étaient morts peu après, dans les convulsions de l'empoisonnement. Nous nous hâtons de démentir positivement ce fait; la police de Roanne, toujours en éveil lorsqu'il s'agit de la sûreté et de la tranquillité des habitants, a constaté que ce bruit n'avait pas le moindre fondement.

— Le 4 août courant, à 7 heures 1/2 du matin, le nommé Devaux, natif de Saint-Just-en-Chevalet, ouvrier terrassier à l'atelier du Puy, près Roanne, a été écrasé par un éboulement que rien n'avait pu faire prévoir. Il a été retiré sans vie de dessous les décombres.

— Les élections municipales de la commune d'Ambierle ont donné lieu à quelques désordres que l'autorité locale a pu réprimer; une partie de la population, égarée par de mauvais conseils, a essayé de troubler l'ordre lorsqu'elle a connu le résultat du scrutin qui écartait ses candidats.

La justice est avertie, on espère qu'elle saura assurer la tranquillité publique dans une commune ordinairement très paisible.

— On lit dans un journal de Saint-Etienne :

« La confiance renaît à Saint-Etienne comme partout, et avec elle y reprend le travail. Les ouvriers armuriers sont tous occupés et aux meilleures conditions. La fabrication des rubans s'améliore notablement. Restent les ouvriers quincalliers, au moins ceux qui ne sont pas assez habiles pour se livrer à quelques-uns des travaux de l'armurerie qui manque de bras. Mais la quincallerie est une industrie qui meurt dans notre ville. Il n'est donc pas étonnant que dans ce moment de crise elle n'ait pas repris une vie qui lui échappe depuis longues années,

FEUILLETON DU ROANNAIS.

NOTES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE ROANNE, SOUS LA RÉPUBLIQUE ET L'EMPIRE.

PAR ALAIN MARET.

(Suite.)

Pendant le mois de juin, la disette des subsistances, qui se faisait sentir depuis long-temps à Roanne, fut si grande, que la municipalité de cette ville fut obligée de solliciter des secours auprès des représentants du peuple en mission à Lyon; le 13 messidor (21 juin), le représentant Reverchon, par un arrêté de ce jour, daté de Roanne, ordonna au citoyen Paschalis, agent et garde magasin des subsistances militaires, de délivrer à la commune de Roanne cent quintaux de farine pris dans les magasins militaires, à la charge par la municipalité de rendre la même quantité et espèce de farine, dans l'espace de trois décades.

25 messidor an II (14 juillet), fête de la fédération, célébrée à Roanne. « Les autorités constituées, dit le registre municipal, la garde nationale et la compagnie des canonniers se sont rendus à la montagne avec l'appareil le plus pompeux pour célébrer la fête du 14 juillet, d'après le décret de la Convention du 18 floréal. La marche s'est ouverte par une salve d'artillerie et l'hymne chéri de tous les français. L'agent national, du haut de la montagne, a prononcé un discours des plus énergiques relatif à la prise de la Bastille, monument où notre esclavage se trouvait enseveli par les ordres arbitraires du tyran et de ses satellites. Des passages rapides ont formé le tableau le plus vrai des horreurs

à défaut des améliorations qui assurent à ses rivales une facile prépondérance. Quant aux ouvriers mineurs, ils en sont encore à leurs quatre journées; mais quand on considère que ces quatre journées ne leur ont jamais manqué, quelques durs que fussent les temps, tandis que les ouvriers armuriers et passementiers ont passé tant de jours devant leurs feux éteints ou leurs métiers inactifs, on envisage moins péniblement le retard qu'éprouve la reprise de leurs travaux. D'ailleurs le bien-être des autres industries réagira nécessairement sur l'industrie houillère, et bientôt sans doute, il nous est permis de l'espérer, l'activité ne sera pas moindre dans les mines et les usines, que dans l'armurerie et la rubanerie.

» En somme, tout va comparativement bien, et nous marchons à un mieux. Quelle en est la cause? Elle n'est pas difficile à définir; la cause de cette amélioration, c'est l'ordre qui règne aujourd'hui. Cela montre la puissance de ce ressort que plusieurs affectent de reléguer au dernier rang. L'ordre qui règne, ce n'est pas encore l'ordre moral, ce n'est que l'ordre matériel. L'ordre n'est pas encore entièrement dans les esprits. Il existe surtout en fait. Et cependant quels bons résultats n'a-t-il pas déjà produits? Qui pourrait être assez aveugle pour ne pas les voir? Concluons-en donc, comme nous le disions il y a quelques jours, que le premier besoin, que la première nécessité du moment, c'est l'ordre, l'ordre matériel d'abord, mais surtout l'ordre moral, parce que de l'ordre dépend tout à la fois et la confiance qui fait naître le travail et le crédit qui permet de multiplier nos forces. »

— On lit dans plusieurs journaux de Paris :

Les ouvriers tisserands en coton de Roanne ont adressé au ministre des travaux publics, par l'intermédiaire de M. Baune, un des représentants de la Loire, une pétition à l'effet d'obtenir des fonds pour l'établissement d'une association commerciale entre eux.

— Le général de division Oudinot, commandant en chef l'armée des Alpes, et arrivé le 2 à St-Etienne. Le 3, au Champ-de-Mars, il a passé en revue le 12^e régiment de dragons.

— Les pièces du procès Bodin, Mailloux et Burgan, accusés de complot tendant au pillage de Rive-de-Gier, ont été envoyées à la Cour d'appel de Lyon; l'affaire sera jugée par la Cour d'assises de Montbrison.

— L'affaire de Digonet s'instruit activement et viendra prochainement devant le Tribunal de police correctionnelle de St-Etienne.

— Une épidémie de fièvre typhoïde sévit depuis quelque temps dans la ville d'Annonay. Le collège, où

commises par ces hommes oubliant les devoirs de l'humanité. Les victoires que la République a remportées (1) ont été annoncées par le citoyen agent, et les cris d'allégresse de tous les républicains formant le cortège se sont fait entendre, et l'artillerie a fait retentir au loin ses sons remplaçant cette fade musique dont on chatouillait les oreilles et l'âme des esclaves, ayant méconnus trop long-temps leurs droits. »

La fête célébrée à Paris en l'honneur de l'Être-Suprême avait encore augmenté la popularité de Robespierre; son intention de faire cesser la terreur ne pouvait être douteuse, surtout d'après l'opposition récente montrée contre les arrestations arbitraires du comité de sûreté générale. Le triomphe de Robespierre dans cette mémorable journée devait hâter sa chute. Comme président de la Convention, Robespierre marchait à la tête du cortège et paraissait jour avec orgueil des hommages d'un peuple immense; mais en revenant du lieu de la cérémonie, il fut insulté par plusieurs représentants qui appartenaient au parti ultra-révolutionnaire; quelques-uns d'entre eux l'accusaient de vouloir rétablir l'influence des prêtres et de faire rétrograder la révolution; ils tournaient en ridicule et la cérémonie qui venait d'être célébrée et celui qui en avait été à la fois le principal auteur et le principal acteur; d'autres l'appelaient tyran, et ces nouveaux Brutus le menaçaient du sort de César. Boudon de l'Oise lui cria: « La roche Tarpéienne est près du Capitole. » Robespierre, indigné de ces menaces, voyait bien que la France était vouée à l'anarchie, si les chefs de la faction ultra-révolutionnaire n'étaient pas punis immédiatement; mais il fallait frapper avec autant de promptitude que d'énergie; c'est dans ce but que le 10 juin, Robespierre présenta à la Convention cette fameuse

(1) La victoire la plus importante était celle de Fleurus (26 juin), qui ouvrait une seconde fois la Belgique aux armées françaises.

cette maladie a fait plusieurs victimes, a été obligé de congédier ses élèves.

— Dans le but de donner à l'enseignement supérieur professé à l'école nationale des mines un plus large développement, M. le ministre des travaux publics vient d'instituer près de cette école des cours préparatoires sur différentes branches de science, et spécialement destinés aux élèves externes. Le *Moniteur* contient le programme des connaissances exigées pour l'admission.

— On lit dans le *Moniteur du Soir* :

« Informé que des ouvriers des ateliers nationaux qui ont quitté Paris pour les départements, se sont mis en route pour revenir dans la capitale, le ministre de l'intérieur prévient les préfets d'avoir à faire connaître aux citoyens qui seraient tentés de suivre cet exemple, que leur séjour dans Paris leur sera interdit par application du décret du 30 mai dernier, et qu'ils seront forcés de rétrograder de nouveau.

» Le ministre recommande donc tout spécialement aux préfets de veiller à ce qu'aucun ouvrier sans ouvrage ne soit autorisé à se rendre à Paris ni dans les environs de cette ville. »

— On a reçu au ministère de l'agriculture et du commerce, les renseignements les plus favorables sur la culture des pommes de terre. La maladie paraît avoir disparu non-seulement en France, mais dans tous les autres pays.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE ST.-ÉTIENNE.

Présidence de M. Bayon, vice-président.

Le tribunal de police correctionnelle a eu à juger dans ses audiences des jeudi 27 et vendredi 28 juillet, l'affaire relative à la coalition des ouvriers mineurs. Les prévenus étaient au nombre de neuf; en voici les noms : Charbonnier, dit Pic, Bontemps, Poivre, Désage, Léonard Dumont, Eustache Beraud, Cholat, Durif et Soulier. Les faits généraux qui leur sont imputés sont d'avoir, dans le courant des mois de mars, avril, mai, et juin 1848, fait partie d'une coalition des ouvriers charbonniers pour interdire le travail dans certains ateliers, empêcher de s'y rendre et y rester avant ou après de certaines heures, et pour enchérir les travaux; d'avoir prononcé des défenses et des interdictions contre des directeurs d'ateliers et contre des ouvriers; et d'avoir été les chefs et les moteurs de ce double délit, ou tout au moins de s'en être rendus complices.

La première audience a été consacrée toute entière à l'audition des nombreux témoins appelés au procès; dix-neuf témoins à charge et plusieurs témoins à décharge

loi, connue sous le nom de loi du 22 prairial, qui supprimait le droit de défense aux accusés. Cette loi, qui fut adoptée après une discussion assez vive, ne devait épouvanter que les hommes les plus sanguinaires de la révolution; on sait, d'ailleurs, que le parti cordelier ne s'était fait aucun scrupule de supprimer toutes les formalités judiciaires, lorsqu'il envoyait ses victimes à l'échafaud. Les ultra-révolutionnaires se firent cependant une arme de cette loi contre Robespierre; ils répandirent le bruit qu'il allait rendre la terreur plus sanglante que jamais et rallièrent les réactionnaires de tous les partis et une foule de citoyens abusés par leur duplicité. Robespierre perdit son ascendant au comité de salut public et à la Convention; il fit la faute grave de se retirer du comité, de paraître rarement à la Convention et de laisser ainsi le champ libre à ses ennemis. Pendant que Robespierre cessa de prendre part aux actes du gouvernement, la terreur redoubla de violence dans quelques localités; à Paris, le tribunal révolutionnaire condamna à mort douze cent quatre-vingt-cinq personnes du 10 juin au 9 thermidor (27 juillet). Robespierre conservait toujours un grand ascendant aux jacobins; il en profita bien pour accuser Fouché et ses sanguinaires complices; mais ceux-ci se voyant menacés ouvertement, ne mirent que plus d'activité à préparer la chute de Robespierre. Il succomba le 9 thermidor, et succomba par sa faute; il refusa de se mettre à la tête du peuple; il ne voulait pas, disait-il, jouer le rôle d'un tyran et faire verser le sang des citoyens pour sa propre cause. Ce refus déconcerta ses partisans, donna de l'audace à ses ennemis, et le rendit victime d'une grandeur d'âme fort déplacée en pareille circonstance.

Lucien Bonaparte dit dans ses mémoires : « Robespierre avait, peu de semaines avant le 9 thermidor, fait offrir le commandement de Paris au général Bonaparte, commandant l'artillerie de l'armée des Alpes à Nice; Bonaparte hésita et dit d'abord : « Cela vaut la peine d'y penser, » puis il ajouta : « Robespierre ne

ont été successivement entendus.

La deuxième audience a été employée par la discussion.

M. Durand-Fornas, procureur de la République, a eu le premier la parole.

En commençant, M. le procureur de la République déclare qu'il est loin de vouloir porter atteinte au principe d'association.

« C'est précisément au nom même du principe d'association proclamé par notre République, en ce moment l'objet de la sollicitude des hommes placés à notre tête, que nous devons protester avec plus de force, lutter avec plus d'énergie contre toute fausse interprétation.

« Il y a quelques jours, l'Assemblée nationale affectait un crédit de trois millions pour protéger par des prêts les associations d'ouvriers; hier, elle admettait ces associations à soumissionner les entreprises de travaux publics.

« Applaudissons à ces généreux essais. Puissent-ils porter tous les fruits qu'on en espère. Ils tendent à une amélioration sociale sans que rien s'y rencontre qui porte atteinte aux lois fondamentales qui régissent les rapports du capital et du travail, du maître et de l'ouvrier.

« Oui, l'association est permise; mais ce qui ne l'est pas, ce sont les réunions qui n'ont d'autre but que le désordre, ce despotisme de quelques-uns voulant exploiter au profit de leurs rêves, de leur cupidité, de leur paresse ou de quelque basse vengeance, la bonne foi de la masse des honnêtes travailleurs. »

M. le procureur de la République parle ensuite de l'importance des questions qui se rattachent aux mines, de l'intérêt qu'inspire plus spécialement la classe des ouvriers mineurs, et démontre quelle a été la sollicitude de l'autorité et quels en ont été les résultats.

« Pour arriver à assurer du travail, le préfet ne s'est pas occupé d'organiser un Bureau, un Comité central; il s'est adressé aux propriétaires, qui pouvaient renvoyer leurs ouvriers, puisque la quantité de charbon voulue par les règlements était extraite, et il a maintenu le travail en conciliant la position des compagnies et les besoins des mineurs.

« Tout faisait espérer qu'on allait arriver à des jours meilleurs; mais quelques meneurs, quelques-uns de ces hommes qui vivent du désordre, en avaient décidé autrement.

« Lors des élections nationales, les ouvriers mineurs avaient été formés en groupes. Quelle en était l'utilité? On ne sait trop, du moins quant à la manière dont ces groupes étaient constitués. Les prévenus nous disent qu'un sieur Reverchon, commissaire de police, les avait ainsi organisés dans un but d'élection. Je voudrais voir dans tout cela l'intérêt de l'ouvrier, et c'est l'intérêt de l'ouvrier qui n'apparaît point. Je vois bien des hommes qui se laissent conduire où l'on veut les mener, qui paient quand on leur dit de payer, et je ne vois pas autre chose. S'ils votent d'après ces données, sans se consulter eux-mêmes, pour des noms qu'ils ne connaissent même pas, c'est l'obéissance passive, chose vraiment étrange sous un régime de liberté. »

Le ministère public arrive à l'organisation du bureau central. Il démontre que les hommes qui en faisaient partie n'étaient pas tous des charbonniers; que, dans tous les cas, ces hommes n'étaient pas mus par le désir d'être utiles à la cause des ouvriers mineurs, mais voulaient, avant tout, satisfaire leur ambition, leur paresse ou leur cupidité.

« Ils se faisaient payer 25 c. par quinzaine, qu'ils prélevaient sur les sueurs des malheureux mineurs, et

eux se faisaient allouer, sans souffrir de retenue, 4 fr. par jour, et quelquefois même, lorsqu'ils sortaient de Saint-Etienne, 8 fr.; supplément d'émolument que Charbonnier dit Pic, dans son langage pittoresque, appelait une *sacrification*.

« Cela ne suffisait pas; dans certaines réunions, Charbonnier aurait demandé 1 fr. par chaque ouvrier, pour payer les services de M. Duché, leur défenseur. La susceptibilité de l'avocat devait s'en émouvoir. Il a porté plainte en escroquerie contre Charbonnier. L'instruction n'a pas été suivie sur ce chef, attendu que s'il était démontré que la somme de 1 fr. avait été demandée, il n'avait pas été établi qu'elle eût été versée entre les mains de Pic.

« Du reste, le Comité central expliquait de diverses manières les versements qu'on lui faisait. Un des témoins vient déclarer naïvement qu'il croyait, en donnant 25 c. par quinzaine, obtenir des journées de 4 fr.; à d'autres, on disait que c'était pour frais de secours pour les ouvriers; à d'autres enfin, pour les frais de bureau. »

Après cela, M. le procureur de la République s'élève énergiquement contre l'absence des registres de ce comité central. Si les prévenus avaient un but honnête, ils doivent agir ouvertement et se prémunir, en les présentant spontanément, contre les apparences même du soupçon. Le ministère public examine ensuite leurs actes; et termine ainsi en s'adressant aux ouvriers mineurs:

« On vous a trompés en vous poussant à des actes qui loin d'apporter une amélioration à votre sort, devaient, au contraire, vous priver de travail. On vous a enlevé, pour vous conduire à ce triste résultat, une partie de cet argent si précieux, produit de vos labeurs. On a compromis l'avenir commercial de notre cité en vous provoquant au désordre par des paroles mensongères, alors qu'il était un tout autre langage à vous tenir, le langage de l'honnête homme et du bon citoyen.

« Mineurs, comparez votre sort à celui de tant de malheureux qui souffrent plus que vous. Calmez vos impatiences en attendant que nous arrivions tous à des jours meilleurs, quand notre République sera constituée.

« Ces jours ont déjà été reculés par le désordre, ils le seront encore si vous ne nous venez en aide.

« Mineurs, honnêtes travailleurs, vous êtes bons, généreux, vous donnez le bel exemple du devoir de la famille, vous avez toujours mis en pratique le beau dogme de la fraternité en vous secourant les uns les autres, vous avez en vous tous les éléments de perfectionnement moral et de bonheur..., ne vous laissez pas égarer, ne donnez pas des armes à ceux qui voudraient faire croire que vous êtes indignes de la liberté, parce que vous ne la comprenez pas.

« Nous avons foi en votre intelligence et plus encore en vos consciences honnêtes. Faites vous-mêmes justice des fauteurs de troubles qui veulent votre perte et celle de notre patrie. Distinguez vos amis de vos ennemis.

« Vos ennemis? ce sont ceux de l'ordre, de quelque masque qu'ils se couvrent.

« Ce sont ceux qui cherchent à établir des méfiances dangereuses, des distinctions anti-sociales entre les classes d'ouvriers et de maîtres, qui veulent que vous ne compreniez pas que le même intérêt vous lie tous.

« Ce sont ceux qui provoquent ces antagonismes impies entre le peuple et la bourgeoisie, alors que nous ne devons tous former qu'une même société de frères, qu'une grande famille qui s'appelle le peuple.

« Venez à nous, nous, vos amis, nous qui ne vous trompons pas, qui vous faisons entendre le rude et

suivante. Dès la fin de l'année 1794, la faction ultra-révolutionnaire perdait déjà son ascendant au profit de la faction royaliste, qui se cachait cependant sous le masque républicain; l'infâme Carrier, le sanguinaire proconsul de Nantes, Fouquier-Tinville, le pourvoyeur du tribunal révolutionnaire, furent exécutés.

1795.

La faction royaliste ne se contenta bientôt plus de combattre seulement les ultra-révolutionnaires; elle se crut assez forte pour attaquer, ouvertement à Lyon et dans le midi, tous les patriotes, tous les républicains qu'elle proscrivit sous les noms de *terroristes* et de *buveurs de sang*; tels étaient les noms qu'elle leur donnait alors. La réaction royaliste ou *terreur blanche*, comme on l'a appelée, fut plus sanglante à Lyon que la terreur hébertiste; on ne se donnait pas la peine de mettre les victimes en état d'arrestation; on les assassinait dans leur domicile, au milieu des rues, dans les lieux publics et puis on jetait leurs cadavres dans les fleuves. Boisset, représentant du peuple, autorisait ces assassinats journaliers (1).

A Roanne, dans la nuit du 15 au 16 mars, des émissaires du parti royaliste affichèrent des listes de proscription et de massacre; la municipalité de Roanne déjoua leurs projets par sa fermeté; elle ordonna au juge-de-peace de faire des recherches contre les auteurs de ce crime, et adressa en même temps la proclamation suivante aux roannais:

« Citoyens,

« Les ennemis de l'ordre veulent attenter à la tranquillité pu-

(1) Boisset n'arriva à Lyon que le 14 avril; les assassinats avaient commencé à Lyon dès le mois de janvier, mais ils prirent beaucoup plus d'activité dès l'arrivée et pendant la mission de ce représentant, qui protégea ouvertement les assassins.

sévère langage de la vérité, qui, comme le père de famille, punissons sans cesser de l'aimer le fils ingrat qui a frappé ses frères!

« Travailleurs, quand vous souffrez, au lieu de ces manifestations hostiles, ténébreusement projetées dans des réunions illégales, adressez-vous aux représentants qu'aujourd'hui vous avez le droit d'élire; quand vous souffrez, apportez-nous vos justes plaintes. Elles seront toujours, n'en doutez pas, entendues par vos magistrats dévoués corps et âme au salut commun. La justice appartient à tous. La justice ne vous forcera pas!

A la suite du réquisitoire, M. Pollet, avocat, défenseur de six des prévenus, et M. Duché, avocat, défenseur des trois autres prévenus, prennent successivement la parole.

Le ministère public n'ayant fait aucune réplique, le tribunal, après en avoir longuement délibéré, a rendu le jugement suivant:

Le tribunal, jugeant correctionnellement, dit et prononce que Bontemps, Dumont, Beraud et Cholat, sont condamnés chacun à deux mois d'emprisonnement; Charbonnier, Désage et Poivre, à quatre mois d'emprisonnement; qu'en outre, tous les sus-nommés sont solidairement condamnés aux dépens, par corps; que Durif et Soulier sont renvoyés de la plainte en coalition, sans dépens; qu'enfin, Charbonnier, Désage, Poivre, Fournier et Durif, sont pareillement renvoyés du chef de la plainte dirigée contre eux pour provocation à commettre un délit.

TRAVAUX PUBLICS. — Le 14 août prochain, il sera procédé à la préfecture de l'Allier à l'adjudication des travaux à faire pour la rectification de la route nationale n° 145, de Limoges à Moulins, partie comprise entre Souvigny et le pont de Garanjour, sur une longueur de 2,913 mètres 35 centimètres.

Ces travaux sont estimés à 36,000 fr., y compris une somme à valoir de 3,369 fr.

NOUVELLES DIVERSES.

ITALIE. — On lit dans des correspondances les affligeants détails qui suivent:

Le doute n'est plus permis, l'Autrichien triomphe. L'Italie est en danger!

Milan, Turin, Gènes jettent le cri d'alarme. Le tocsin sonne. Partout on appelle aux armes le ban et l'arrière-ban de la nation.

Puisse cet appel être entendu!

Hélas! nous en doutons. Les éternels ennemis de la démocratie profitent déjà des désastres de la patrie italienne pour souffler la guerre civile, alors que les Croates cavalcadent aux portes de Milan!

Une émeute a éclaté à Turin. *Vive Radetzki!* ce cri impie a retenti dans la foule...

L'armée piémontaise n'a eu qu'un instant de triomphe. Après des prodiges d'audace, après une nuit de combats, Sonnaz a dû évacuer Volta, qu'il avait reprise aux Autrichiens.

Là ne s'est pas arrêté le mouvement de retraite. Coupée en deux par l'ennemi qu'elle avait cru envelopper, l'armée piémontaise a reculé d'abord sur Goito, puis sur Crémone.

Les deux rives du Mincio sont au pouvoir de Radetzki, et l'on n'a aucune nouvelle des corps italiens qui n'ont pu rejoindre le gros de l'armée.

A Milan, on bat la générale dans les rues. Mais les Milanais parviendront-ils jamais à effacer la tache de couar-

blique; jaloux sans doute du bonheur de leurs concitoyens, ils essaient de les armer les uns contre les autres; ils ne rougissent pas, pour assouvir leurs complots sanguinaires, d'afficher des listes anonymes de proscription; par là semer la haine et la zizanie et inspirer des sentiments de fureur aux citoyens d'une commune qui peut se flatter d'avoir, au milieu des secousses violentes de la révolution, conservé cette attitude républicaine, qui en a imposé à ses infâmes détracteurs.

« Eh quoi citoyens! le règne de la justice aurait en vain succédé à celui de la tyrannie, si chaque citoyen s'arrogeait le droit tyrannique de la vengeance particulière. Le crime seul profite des ombres de la nuit. Tout anonyme est un lâche ou un calomniateur. Les tribunaux sont ouverts; les *buveurs de sang* (1) sont proscrits; c'est aux tribunaux à les juger; c'est à eux à recevoir les dénonciations; c'est à eux à les poursuivre.

« Toute affiche anonyme est un attentat à la tranquillité publique; celle d'aujourd'hui n'est pas votre ouvrage, nos concitoyens; c'est l'ouvrage de quelques malveillants qui s'agitent en tout sens et qui parcourent les communes pour y semer des germes de haine et de divisions.

« Soyons unis comme des frères, poursuivons publiquement les coupables s'il en existe; mais que le soupçon ne plane jamais sur la tête de l'innocent.

« Amis de l'ordre, surveillons tous les perturbateurs; et vous, gardes nationaux, gendarmes, qui êtes les soutiens de la révolution, et le fléau des ennemis de l'ordre public, veillez; que des patrouilles fréquentes les fassent paître et les forcent à respecter les lois; exécutez dans toute son étendue et avec la plus

(1) Nous avons dit que les contre-révolutionnaires de Lyon donnaient le nom de *terroriste* et de *buveur de sang* à tous les républicains. La municipalité de Roanne ne peut évidemment appliquer ce nom qu'aux complices de Javogues et de Lapallu.

badine pas, il faudrait le servir. » Ces paroles, si elles ont été réellement prononcées, prouvent que Bonaparte savait bien qu'avec un homme comme Robespierre, il n'avait aucune chance d'exécuter les projets d'ambition qu'il nourrissait déjà; cependant ce refus faillit arrêter sa carrière et même compromettre son existence, car s'il eut accepté le commandement de Paris, il eut certainement pris le parti de Robespierre et vaincu pour lui au 9 thermidor, tandis que après la chute de Robespierre, il fut arrêté et destitué comme robespierriste, ainsi qu'une foule d'autres officiers distingués; Bonaparte resta alors dans l'obscurité et il ne s'en serait peut-être pas sorti sans les événements du 13 vendémiaire, où il accepta le commandement qu'il avait refusé de Robespierre, parce qu'il ne voyait alors aucun homme capable de l'entraver dans ses projets d'ambition.

Avec Robespierre périssait la République; tout ce que la France républicaine avait produit de grand et d'immortel, était dû en grande partie à l'influence que Robespierre avait sur le comité de salut public et la société des jacobins. Avant l'entrée de Robespierre au comité, la France était déchirée par les factions fédéraliste et royaliste; elle était envahie par l'étranger; mais depuis, elle avait renversé ces factions; elle était victorieuse sur toutes ses frontières et maîtresse dans les Pays-Bas. Après la mort de Robespierre, l'anarchie devait régner presque constamment en France, jusqu'à ce que le gouvernement tombât entre les mains d'un soldat victorieux.

L'histoire de la ville de Roanne offre peu d'intérêt depuis la répression de la faction hébertiste. Cette ville, heureusement pour elle, fut à l'abri de la réaction qui suivit la mort de Robespierre, mais elle fut menacée de la famine pendant tout le mois de décembre; la municipalité envoya des commissaires dans plusieurs départements pour acheter des grains. La citoyenne Athiaud prêta sans intérêt six mille livres pour cet objet. Cette disette de subsistances se faisait encore sentir au mois de mars de l'année

dise empreinte sur les drapeaux de leurs volontaires ?

Les *Bras de fer*, les *Cœurs de lions*, ont fui lâchement aux premières volées de mitraille. Les Modenais sont allés plus loin : ils ont passé à l'ennemi !!...

Oserons-nous, après tant de déceptions, insérer la nouvelle suivante comme un palliatif, comme un espoir :

CRÉMONE, 26 juillet, une heure du matin. — Hier jeudi, à deux heures après midi, j'ai laissé l'armée rangée en bon ordre de bataille. Elle se compose de 45,000 hommes et ne manque que de vivres. Les ordres qui ont été donnés les feront abonder dans quelques heures. L'ardeur et la fermeté des valeureuses troupes piémontaises ne laissent rien à désirer.

Puisse cela être vrai, — vrai comme la lettre dont nous donnons l'extrait suivant, en garantissant l'authenticité des détails.

« CHAMBERY, 31 juillet. — Le 2^e régiment de Savoie a été écharpé, un grand nombre d'officiers ont été tués, et il y a eu considérablement de blessés. Suivant les journaux italiens, l'armée fait bonne contenance ; mais elle recule, ce qui prouve que l'ennemi est en force. Je crois que l'on est déjà en arrière de Peschiera, car le *Rizorgimento* dit que cette place est bien approvisionnée et peut soutenir un siège. D'après tous les bruits alarmants qui courent, je regarde comme très-prochaine l'intervention française ; malgré le dire des Italiens, ils ne pourront chasser les Autrichiens si la grande nation ne leur vient en aide. On revient sur trois classes de la conscription, et l'on fera, le 11 août prochain, la levée de 1848. Il est fort à craindre que ces différentes recrues ne veuillent pas partir ; le pays est miné sourdement par des malintentionnés qui sèment le découragement dans les campagnes. S'il ne reste pas des troupes dans le duché, il sera difficile de leur faire passer les monts.

» P. S. Au moment de fermer ma lettre, j'apprends qu'on a reçu ce matin de Turin des nouvelles fort tristes : on y est dans la consternation, au point qu'il semble que l'ennemi est aux portes. A l'appel du régiment de Savoie, il n'y avait que sept officiers présents. »

— On lit dans un journal : La solution de la question italienne est imminente. Après tant de prodiges de valeur, l'armée piémontaise se trouve aujourd'hui dans la position la plus critique. Jamais, depuis le commencement de la guerre de l'indépendance, le roi Charles-Albert ne s'était vu si compromis. Le 28 juillet au soir, les Autrichiens étaient à Volta, sur la rive droite du Mincio, et, depuis 48 heures, on n'avait pas entendu parler du roi de Sardaigne. La nouvelle de l'établissement d'un comité de salut public, à Milan, pour conjurer les dangers de la patrie, a été apportée, hier matin, à Paris, par un envoyé extraordinaire, M. Guerrieri, membre du gouvernement provisoire. Ce comité, dont l'institution a eu pour effet d'éviter une insurrection imminente, se compose de trois membres, MM. Maestri, Restelli et le général Fauti, choisis tous trois par le gouvernement lui-même dans le parti républicain. On continue d'affirmer qu'une escadre française a été envoyée pour occuper Ancône et s'opposer à une violation nouvelle du territoire des Etats-Romains.

RUSSIE. — M. de Nesselrode, ministre des affaires étrangères de Russie, vient d'envoyer une circulaire à toutes les légations russes en Allemagne. La note du ministre de Nicolas a pour but de rassurer le peuple allemand sur les sentiments *paternels* du czar à l'égard de l'Allemagne, à laquelle elle rappelle la guerre

d'affranchissement contre Napoléon, et de dénoncer la France démocratique comme la seule et la véritable ennemie des populations germaniques et des cabinets.

La note de M. de Nesselrode est un de ces manifestes qui précèdent les grandes guerres de conquête ou les croisades qu'on se sent le besoin de justifier.

Et tandis que des exemplaires de ce manifeste sont répandus à profusion en Allemagne, nous apprenons, par la *Gazette de Breslau* du 28 juillet, que la Russie se prépare à la guerre plus que jamais sur les frontières de l'Allemagne.

Toutes les réserves, dit ce journal, sont appelées sous les armes ; 1,200 jeunes gens viennent d'y entrer comme officiers. On fait tous les préparatifs pour une guerre. Les troupes russes en Pologne s'élèvent à 80,000 hommes ; savoir : 60,000 hommes d'infanterie et 20,000 de cavalerie. On y ajoute une division détachée de cavalerie de 5,000 hommes. Il y a de l'artillerie pour trois corps d'armée. Il y a dans le royaume de Pologne 4,000 sapeurs.

ALLEMAGNE. — Les hostilités ont malheureusement recommencé entre l'Allemagne et le Danemark.

On écrit de Rendsbourg, 26 juillet, que les Danois ont tenté un débarquement du côté d'Eckerfordé. Des bombes ont été lancées.

Le conseil général de Prusse à Hambourg vient de prévenir les capitaines de navires prussiens sur l'Elbe, que l'armistice conclu avec le Danemark étant expiré, les hostilités avaient recommencé.

— On vient d'expédier pour le quartier-général du roi Charles-Albert six mille uniformes confectionnés à Paris. Une seconde expédition suivra prochainement ce premier envoi.

— Nous apprenons que M. Lesseps, ministre de France à Madrid, a reçu l'ordre de remettre au général Narvaez, président du conseil des ministres de S. M. Isabelle II, reine d'Espagne, une note relative à la créance de la France contre l'Espagne. Cette créance a pour cause les dépenses occasionnées par la guerre de 1823.

— Le ministre des affaires étrangères a reçu le 1^{er} août M. le comte de Watzfeldt, accrédité comme chargé d'affaires du roi de Prusse près de la République française.

— M. le ministre de la justice a présenté, il y a quelques jours, un projet de décret sur l'élection des membres des tribunaux de commerce. D'après ce projet, pour être éligible à la présidence, il faudrait, à Paris, avoir exercé pendant quatre ans comme juge. Dans les tribunaux de neuf membres, il faudrait également avoir exercé pendant quatre ans comme juge ou comme suppléant ; dans les autres tribunaux, il suffirait d'avoir été juge.

— A Paris, on s'occupe toujours avec une grande persévérance, à l'état-major de la place, de rechercher tous les moyens possibles pour empêcher la construction des barricades, et une fois qu'elles seraient construites, pour les détruire sans sacrifier la vie d'un grand nombre de soldats. Il a été reconnu que l'emploi du canon pour démolir les barricades n'était pas suffisant, et il a été décidé qu'à l'avenir, si l'on avait le malheur de se retrouver en face d'une insurrection comme celle de juin, on se servirait uniquement de bombes. On a déjà fait venir à Vincennes un grand nombre de mortiers montés sur un nouveau genre d'affût. On fait tous les

le désarmement de ceux qui ont participé aux horreurs commises sous la tyrannie qui a précédé le 9 thermidor. L'art. 2 nous charge de prendre des mesures pour son exécution.... Il ne faut pas qu'un seul des scélérats qui ont opprimé leurs concitoyens, qu'un seul suppôt de la tyrannie conserve les moyens de nuire et.

Lyon, 27 germinal an III.

Mais les habitants de Roanne ne se montrèrent pas disposés à seconder les fureurs du proconsul ; si la municipalité eut à surveiller quelques véritables terroristes en très-petit nombre (1), elle s'opposa de tout son pouvoir aux projets sanguinaires des réacteurs. Quelques-uns d'entre eux cherchèrent encore à provoquer au meurtre des républicains ; ils firent afficher de nouvelles listes de proscriptions ; en même temps des rassemblements parcouraient les rues pendant les nuits en faisant entendre des cris et des chants de mort. Le 20 avril, la municipalité adressa aux Roannais, une proclamation par laquelle, après avoir engagé tous les citoyens à coopérer au maintien de la paix, elle annonçait que les malveillants seraient activement surveillés, et que leurs complots seraient déjoués.

Pendant ce temps, les républicains désarmés étaient assassinés à Montbrison, à St-Etienne, à Lyon ; dans cette dernière ville tous les détenus politiques qui avaient été jetés dans les prisons, après la mort de Robespierre, furent égorgés dans la nuit du 4 au 5 mai. Le soir le représentant Boisset se rendit au spectacle, il y fut félicité publiquement au nom des égorgés et ne répudia point ces horribles louanges. Le 5 mai, il écrivait à la Conven-

(1) Il ne faut pas regarder comme terroristes tous les hommes qui remplirent des fonctions à Roanne pendant le règne de la faction hébertiste. Les fonctionnaires nommés étaient forcés d'accepter leur mission sous peine d'être traités comme suspects. Ils devaient exécuter aveuglément les ordres de Javogues et de la commission temporaire de Lyon. Il y aurait eu sans doute quelque gloire à refuser ces fonctions, mais les refuser c'était risquer l'échafaud, et le courage civique est une vertu rare en temps de révolutions.

jours des exercices à Vincennes avec ces mortiers qui sont disposés de manière à lancer des bombes à toutes les distances déterminées. La portée varie suivant la charge de poudre, et la bombe, au lieu de décrire une parabole comme avec les obusiers sans affût, est lancée dans une direction plus ou moins horizontale, à la volonté des pointeurs. De cette manière, quand on se trouvera en face d'une barricade, on pourra envoyer des bombes au milieu des insurgés, sans perdre son temps à tirer à coups de fusil, et ce système pourra être mis à exécution au milieu de la voie publique, pendant que les sapeurs ouvriront des communications aux troupes dans l'intérieur des maisons et permettront aux soldats d'arriver à couvert au-delà de chaque barricade.

— Depuis l'émission de l'emprunt, les fonds ont éprouvé une forte baisse à la Bourse, comme on pouvait s'y attendre. Entre le cours factice de 80, auquel on les avait fait parvenir, il y a trois semaines, à l'aide de manœuvres et d'artifices, et le cours de 65, qui est le taux auquel l'Etat a réellement emprunté, ils oscillent, jusqu'à ce qu'ils soient fixés au cours moyen de 70.

— Il paraît à peu près certain qu'il ne sera donné aucune suite (du moins c'est la pensée du gouvernement) au projet de décret sur la réorganisation judiciaire, d'après laquelle devaient être supprimés un certain nombre de cours d'appel et de tribunaux d'arrondissement.

— Tous les jours, matin et soir, les troupes de la garnison de Paris prennent sur leur ordinaire environ 8,000 rations que chaque compagnie distribue à ses malheureux attirés. On ne saurait donner trop d'éloges à cet acte de dévouement et de charité. Il honore le caractère du soldat français.

— M. Bixio va reprendre prochainement ses travaux, il a reçu le 30 juillet la visite du général Cavaignac et celle de M. Marrast, président de l'assemblée nationale.

— Nous sommes heureux de pouvoir annoncer à nos lecteurs que la santé du général Bedeau s'est beaucoup améliorée depuis deux jours. La fièvre, qui avait reparu à la fin de la semaine dernière, a complètement cédé aux efforts de la médecine, et on peut espérer que le général sera prochainement rendu à ses travaux et à ses nombreux amis.

— Lundi, à une heure et demie, Mgr. Augustin-Dominique Sibour, archevêque nommé de Paris, et ancien évêque de Digne, a rendu sa première visite à M. Trouvé-Chauvel, préfet de la Seine. Il était accompagné d'un des grands vicaires de l'archevêché. Mgr. Sibour est maintenant âgé de 56 ans. Le prélat a également visité les autres hauts fonctionnaires de la République.

— La distribution des prix, par suite des grands concours des collèges de Paris et de Versailles, se fera le 10 août, dans la grande salle de la Sorbonne, sous la présidence de M. Vaulabelle, ministre de l'instruction publique.

On espère que le général Cavaignac et M. Armand Marrast assisteront à cette grande fête scolaire.

— Le comité des travailleurs est saisi d'une proposition de M. Jeandeau, qui demande la création de jurys professionnels destinés à mettre fin à l'intervention ruineuse des gens de justice et à détruire les emprunts usuraux auxquels les maîtres ouvriers sont obligés d'avoir recours à cause des lenteurs judiciaires.

— On élabore en ce moment un projet de décret destiné à réglementer l'exercice de la médecine et à

tion : « Cette sanglante catastrophe a été occasionnée par l'audace des partisans du système de la terreur, par les derniers événements qui ont eu lieu à Paris et les dangers que courait la Convention, tout est calme en ce moment. »

A Lyon, les bandes d'assassins étaient divisées en plusieurs catégories ; les uns étaient organisés en compagnies dites *compagnies de Jésus* ; d'autres compagnies formées par les émigrés de l'armée de Condé, portaient une espèce d'uniforme et des signes de ralliement ; tous se reconnaissaient à leur affreux chant de massacre le *Réveil du peuple* ; ils étaient en grande partie étrangers à Lyon ; mais cette ville avait été choisie par eux pour en faire le centre de la contre-révolution monarchique. Sur la fin du mois de mai, ces égorgés ne mirent plus de bornes à leur fureur ; ils n'épargnèrent ni l'âge ni le sexe ; chaque jour les eaux du Rhône et de la Saône étaient teintes du sang de leurs victimes. A St-Etienne, dix-huit détenus furent assassinés le 6 juin ; dans tout le midi, à Nîmes, Toulon, Aix, Marseille, Tarascon on fit aussi une boucherie des républicains. Cependant les thermidoriens, quoique fougueux réactionnaires, étaient peu disposés à favoriser la réaction royaliste qui menaçait bientôt de les atteindre eux-mêmes ; comme ils dominaient dans les comités de salut public et de sûreté générale, ils eurent assez d'influence pour faire rappeler de Lyon Boisset et Cadroy, son complice, qu'ils remplacèrent par les représentants Poulain, Grandpré et Ferroux. Ces représentants firent reconnaître leurs pouvoirs le 11 juin ; mais ils furent très mal accueillis, et les assassinats continuaient avec une telle impunité, qu'ils ne se crurent bientôt plus en sûreté, et se réfugièrent à Trévoux pour attendre les mesures que prendrait la Convention d'après leur rapport sur la situation de Lyon. Le 6 messidor (24 juin), sur le rapport de Chénier, la Convention lança enfin un décret contre les égorgés qui infestaient cette ville. Sachant qu'on dirigeait des troupes sur Lyon, ils prirent la fuite ou se cachèrent chez leurs nombreux protecteurs de la ville, se promettant bien de réparer dans des circonstances plus favorables.

(La suite au prochain numéro.)

grande rigidité l'arrêté des représentants en date du 16 de ce mois (6 mars) (2). Nous verrons alors au milieu de nous s'établir l'empire des lois et la concorde la plus parfaite qui doit unir les vrais républicains.

« Citoyens, en vain a-t-on jeté au milieu de vous la pomme de discorde ; vos magistrats veulent et la conduite républicaine que leurs administrés ont tenue leur est un sûr garant que la tranquillité publique ne sera point troublée. »

La misère continuait à être très grande à Roanne, le 18 germinal an III (7 avril), la municipalité fit un appel aux citoyens aisés pour soulager les classes pauvres de la commune. Elle avait déjà fait une semblable invitation aux Roannais le 21 ventôse (11 mars) précédent.

La Convention ayant réprimé l'insurrection du 12 germinal (1^{er} avril), suscitée par les ultra-révolutionnaires, ordonna le 10 avril suivant le désarmement général de tous les hommes désignés par la faction royaliste sous le nom de terroristes. Le 27 germinal (16 avril), le représentant Boisset, agent dévoué des royalistes, écrivait de Lyon aux administrateurs du district de Roanne :

« Vous avez reçu la loi du 21 de ce mois (10 avril), qui ordonne

(2) Arrêté rendu par les représentants Borel et Bichand en mission à Lyon, et dont l'autorité s'étendait sur les départements de l'Ain, Isère, Rhône, Loire, Saône-et-Loire. Par cet arrêté, les représentants ordonnaient l'organisation de la garde nationale dans tous les départements sur lesquels s'étendait leur mission, sous le prétexte de réprimer les vols, brigandages et assassinats qui se multipliaient. L'arrêté ordonnait en même temps l'enlèvement des armes chez tous les citoyens anciens membres d'autorité constituées, commission révolutionnaire, etc.

Cet arrêté ne servait à Lyon qu'à donner de nouvelles forces au parti contre-révolutionnaire. Le même arrêté ordonnait de restituer les armes à tous ceux qui avaient été désarmés comme suspects en exécution de la loi du 26 mars 1793. Ce ne fut que le 5 mai suivant (17 floréal an III), que l'administration du district de Roanne commença à ordonner des restitutions d'armes.

remplacer la loi discutée sous l'ancien gouvernement sur le même sujet.

— Le petit-fils de l'illustre général Kléber vient de s'engager dans la garde mobile.

— Le ministre de la marine vient de décider qu'un des bricks de guerre en ce moment en construction dans nos chantiers s'appellerait le *Châteaubriand*.

— Le service des postes, à Paris, pour le personnel, coûte 1,356,430 fr.; celui des départements, 10,358,870 fr.; les dépenses du matériel et diverses sont de 2,321,324 fr.; ensemble, 14,036,544 fr., pour administration et perception.

Le transport des dépêches coûte, pour le personnel seulement, 2,788,468 fr., dont 1,397,308 pour le transport par terre; 110,700 fr. par les chemins de fer, et 1,280,460 fr. par mer. Le matériel, c'est-à-dire les frais de chevaux et guides pour les malles-postes, les combustibles à bords des paquebots, est de 12,119,190 fr., et les dépenses diverses sont de 5,555,875 fr. Le montant général de toutes les dépenses est de 34 millions 500,177 fr.

Les distances parcourues dans l'année par les malles-postes, les fourgons des facteurs et les bureaux ambulants employés au service du transport des dépêches, sont de 189,362 par la voie de fer.

Pour ce même exercice, les recettes sont évaluées à 51,738,000 fr., dont 45 millions 1/2 du produit de la taxe des lettres; les dépenses étant de 34,500,177 fr., celle-ci sera dans la proportion de 66 pour cent sur les recettes. Le bénéfice de 17,237,823 fr.

— Dimanche dernier les sourds-muets ont fêté le 57^e anniversaire de la fondation de l'Institut national des sourds-muets à Montmartre, dans la maison même qui servit d'asile aux premiers élèves de l'abbé de l'Épée.

— Une découverte des plus singulières vient d'être faite à Menil-Carrières (Seine-et-Marne); un pêcheur, en relevant le matin des lignes de fond de la Seine à retiré une boîte en bois blanc, laquelle contenait un pied humain fraîchement coupé. Le maire ayant soumis ce débris mutilé à l'examen d'un homme de l'art, il a constaté par procès-verbal que ce pied était celui d'une femme adulte, et qu'il avait été tranché en état de vie. Le parquet de Versailles a été saisi, et d'actives recherches sont commencées dans le but d'éclairer ce que ce fait a de mystérieux.

— Au moment où un terrible fléau exerce ses ravages dans l'Europe orientale, nous ne saurions trop recommander à nos concitoyens les mesures d'hygiène habituellement en usage à l'époque des fortes chaleurs. Nous voulons parler du nettoyage des rues et de l'arrosage, soit par les soins de la ville, soit par ceux des particuliers. La propreté de l'intérieur des maisons, des rues et des places doit être exigée dans un intérêt de sa-

lubrité publique; aussi rappelons-nous sur ce point l'attention et la sollicitude de l'autorité municipale.

Les ordres les plus sévères devraient être donnés pour empêcher la vente des fruits encore verts ou gâtés; l'usage des fruits malsains et indigestes a toujours été considéré comme une des causes les plus fréquentes de nos maladies, surtout dans les saisons où nous sommes.

— On assure que le problème qui consistait à employer la lumière électrique à l'éclairage public est à peu près résolu. On parle d'organiser trois phares éclairés par ce procédé: l'un au sommet du dôme du Panthéon; l'autre au sommet de la tour Saint-Jacques-la-Boucherie; le troisième, enfin, au sommet du dôme des Invalides.

— La dernière girafe qui était au Jardin-des-Plantes vient de mourir.

— Un de nos amis qui est plus jeune, mais moins beau que l'antique, et dont la physionomie, labourée par la petite vérole, rappelle assez l'aspect du moellon piqué, eut dernièrement la singulière fantaisie de se faire faire un gilet rouge, mais rouge à désespérer feu la *Vraie République* dans sa tombe:

— Pourquoi diable portes-tu un gilet aussi voyant? lui demanda-t-on.

— C'est pour que les femmes me voient de loin.

— Imbécile! si elles te voient de loin, tu ne pourras pas les approcher.

Un écrivain encore plus connu par le nombre de ses créanciers que par le nombre de ses bons mots, rencontrant un de ses amis, ne craignit pas de lui demander dix francs.

Allons donc! fit l'ami, tout le monde sait que tu dois à dieu et à diable...

— Et c'est ainsi que l'on écrit l'histoire contemporaine! s'écria l'auteur avec amertume; ce sont justement les deux seules personnes auxquelles je n'ai rien emprunté d'argent: je ne dois à l'une que mes qualités, à l'autre que mes défauts, et de plus, je suis certain de m'acquitter un jour.

Le rire est devenu assez rare en France pour qu'on saisisse avec empressement l'occasion de se déridier à peu de frais; c'est à ce titre que se recommande un des plus amusants et des plus spirituels journaux de la capitale, la *Silhouette*, dont cinq ans d'existence ont affermi et légitimé l'existence. Rédigée par l'élite des gens d'esprit de la presse parisienne, la *Silhouette* joint, à un texte empreint de la satire la plus mordante et du plus piquant à propos, des caricatures pétillantes de gaieté, d'humeur et de malice, et qui justifient pleinement son dernier titre d'*Illustration pour rire*. Ce journal publie une livraison égale à deux numéros du *Charivari* tous les dimanches, et 600 vignettes par an, pour le prix fabuleux de 6 fr. (2 fr. en sus pour la province). Voir aux Annonces.

BIOGRAPHIE DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE. Cette publication, aussi piquante par la forme que par les détails qu'elle contient, est indispensable à tous ceux qui lisent les compte-rendus des séances de l'Assemblée nationale, afin d'assigner aux discours de chacun de ses membres le sens et la portée qui leur conviennent et que les auteurs de *Notre Histoire* (revue qui paraît tous les dimanches depuis le 1^{er} mars et qui, moyennant 12 fr. par an, 7 fr. pour six mois, peut tenir lieu de tous les journaux de Paris), ont rédigé d'abord pour leurs abonnés un gros volume in-18 de plus de 400 pages avec de beaux portraits lithographiés. Prix: 3 fr.; texte seul, 2 fr.

DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL. C'est là une brochure d'une haute portée qui a valu à son auteur, M. Kérambeau, l'un des rédacteurs de *Notre Histoire*, l'approbation de M. Cormenin et de M. Jules Simon, rapporteur de la commission du travail à l'Assemblée nationale, qui non-seulement l'ont engagé à l'imprimer, mais encore lui ont donné leur recommandation auprès de leurs amis et des comités agricoles des départements. Prix: 25 c.

La *Biographie des Représentants du Peuple* et l'*Organisation du Travail* se vendent à Paris, au bureau de *Notre Histoire*, rue des Petites-Ecuries, n° 47.

MERCURIALES DES MARCHÉS.

ROANNE. — 4 août 1848.

Froment, 1 ^{re} qualité.	3 50	Haricots de couleur.	» »
— 2 ^e id.	3 15	Fèves	3 25
Seigle, 1 ^{re} qualité	2 15	Colza	» »
— 2 ^e id.	2 »	Graines de chanvre	3 25
Orge.	2 »	Foin (100 k.)	4 »
Avoine	1 50	Paille	2 »
Haricots blancs	3 25		

A Roanne, il est arrivé au marché d'hier 800 doubles-décalitres de froment, et 350 de seigle;

On a vendu 700 doubles-décalitres de froment et 200 de seigle.

MONTEBISON. — 29 juillet 1848.

Froment, 1 ^{re} qualité.	3 70	Colza	4 »
— 2 ^e id.	3 60	Pommes de terre, 100 k.	3 60
— 3 ^e id.	3 50	Farine 1 ^{re} qualité, 125 k.	45 »
Seigle, 1 ^{re} qualité	2 60	— 2 ^e id. id.	42 »
— 2 ^e id.	2 50	Vin de 1847, les 200 l.	24 »
Orge.	1 90	Foin les 100 k.	6 »
Avoine	1 50	Paille. id.	7 »

Le Gérant, A. FARINE.

ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS.

50 c. la ligne de 35 lettres. — Pour 4 fois et plus dans le mois, 40 c. — Réclames, 75 c. la ligne.

Cinquième Année. — Bureaux à Paris, rue Feydeau, n° 22.

LA SILHOUETTE

Illustration pour rire.

Paraît le Dimanche, avec 24 colonnes de texte et quantité de Caricatures, Charges et Portraits charivariques des Notabilités de tout genre.

PARIS: 6 FR. PAR AN; 6 MOIS, 3 FR. 50 C.; 2 fr. en sus par an pour la province.

On s'abonne chez les Libraires, aux Messageries, par un mandat de la poste ou par un bon sur Paris.

Les abonnés de 6 mois recevront en prime, les *Journées de Juin* et les *Journées de Février*, 2 jolis vol. in-32, ornés des Portraits des membres du Gouvernement provisoire et autres gravures au nombre de 50.

Les abonnés de 12 mois auront droit en outre, à *Paris Masqué*, les *Bals d'hiver*, par AUGUSTE VITU, 1 vol. format anglais illustré de 50 vignettes, dues au crayon de nos premiers artistes.

Le tout est envoyé FRANCO au domicile de l'abonné.

LA FRANCE NOUVELLE.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE,

Rédigé par M. ALEXANDRE DUMAS,

PARAISANT TOUS LES JOURS.

Prix de l'Abonnement: 14 fr. pour six mois; 26 fr. pour l'année.

On s'abonne place de la Bourse, n° 13, à Paris, et chez tous les libraires.

SPÉCIFIQUE GARANTI

POUR

LA DESTRUCTION

DES INSECTES

NUISIBLES A LA PROPRIÉTÉ,

inventé

PAR BALOUZET,

PLATRIER-PEINTRE,

Rue Poisson, numéro 17.

Ce spécifique est infailible pour la destruction des PUNAISES, RATS, ARTHES, CAFARDS et de tous les autres insectes nuisibles, ainsi que de leurs œufs. Il n'exale aucune mauvaise odeur.

La manière de s'en servir est facile.

On prend un petit pinceau ou même une plume que l'on trempe dans la liqueur et l'on frotte les jointures des bois de lits, les trous et fentes de murs. Les insectes sont détruits sur-le-champ.

PRIX DE LA TOPETTE: 1 fr.

On rendra le montant de la Topette, si ce Spécifique ne produit aucun effet.

FONDS DE PERRUQUIER

A VENDRE.

Ce fonds est situé dans une jolie position, et possède une belle clientèle. — On traitera à des conditions avantageuses.

S'adresser au Bureau du Journal.

DÉPURATIF DU SANG.

L'EXTRAIT DE SALSEPAREILLE, composé en forme de pilules, de M. E. SMITH, docteur en médecine, de la faculté de Londres,

Remède doux et sûr pour la guérison radicale de toutes les maladies qui ont leur siège dans le sang, telles que DARTRES, GALE répercutée, rougeur de la peau, démangeaisons, boutons, éruptions, douleurs, rhumatismes et vices vénériens; remède spécifique pour combattre avec succès les mauvais effets qui suivent l'usage du mercure.

Les personnes mariées ou sur le point de l'être, qui auraient raison de craindre pour des vices cachés ou des restes de mercure, peuvent, en toute confiance, avoir recours à ce remède qui purifie et adoucit le sang, et qui rétablit la santé.

Se vend en boîtes de 3 fr. et de 10 fr., chez M. MERCIER, pharmacien à Roanne, rue Royale.

EN VENTE

Au Bureau du Journal, rue Nationale, 70:

LA THÉORIE

DES GARDES NATIONALES

ou

Manuel des Officiers, Sous-Officiers et Soldats.

Roanne, imprimerie de A. FARINE.

Vu pour légalisation de la signature de A. FARINE, imprimeur à Roanne.

Roanne, le